Rapport moral du Président

Chers amis,

Rédiger le rapport moral pour l'assemblée générale annuelle consiste à se pencher sur la vie de notre association pendant un an, dans toutes ses composantes et sa dynamique mais aussi à mettre en perspective nos réflexions et nos actions avec les questions sociétales que se posent nos concitoyens, les dirigeants politiques et les médias.

Nous sommes quelques uns dans l'association à avoir la chance de pouvoir lire tous les deux mois les rapports d'activités des pôles que nous adressons à nos partenaires financiers. Ils montrent la remarquable motivation de l'équipe de permanents et de dizaines de bénévoles que je voudrais remercier tous, chaleureusement, aujourd'hui.

Nous nous sommes mobilisés pour répondre à la demande sociale quand des particuliers sont démunis devant un oiseau blessé ou la découverte d'une colonie de chauves-souris dans leur habitation.

Nous nous sommes mobilisés pour répondre à la demande des pouvoirs publics quand il s'agissait de mettre à disposition des données naturalistes pour qu'un département actualise sa politique en matière d'espaces naturels sensibles ou que la région élabore un schéma régional de cohérence écologique.

Nous nous sommes mobilisés pour sensibiliser les citoyens et faire connaître nos activités au travers des stands et des sorties nature sur l'ensemble du territoire picard.

Nous nous sommes mobilisés pour porter un plaidoyer, défendre l'intérêt général et faire respecter la réglementation dans des dizaines de réunions de commissions institutionnelles ou auprès des tribunaux.

Le rapport d'activité vous montrera que notre association a pleinement conscience des enjeux environnementaux et de leur évolution. La mise en œuvre du plan stratégique validé par l'AG en juillet 2013 conforte notre projet associatif élaboré en 2008. Nous affirmons, un peu plus chaque année, notre volonté de mobiliser des citoyens, nous engager dans une démarche fédérative, rassembler les naturalistes picards pour conserver une expertise désormais reconnue.

Et cela parce que nous considérons qu'il faut changer de modèle de développement, avoir une démocratie à la hauteur des défis écologiques, être un mouvement citoyen au service de l'intérêt général, stopper l'érosion de la biodiversité et préserver les ressources naturelles pour les générations futures.

Notre enthousiasme naturel à été mis à l'épreuve durant cette année par le contexte tant national que régional dans lequel nous évoluons.

Les reculs que nous avons constatés nous inquiètent et doivent nous faire réagir :

- *menace de dérégulation du Droit de l'Environnement au nom de la simplification*
- *lamentable abandon de la taxe kilométrique poids lourds qui met à mal le financement de l'inter modalité dans les transports et maintient la charge de l'entretien des réseaux routiers et des pollutions induites sur les épaules des citoyens*
- *atermoiements, procrastination des gouvernements successifs et des décideurs devant des lobbies qui pervertissent la politique et sapent la notion même d'intérêt général*
- *médiacratie, médiocratie plutôt, quand la presse véhicule que nos concitoyens s'intéressent de moins en moins à l'environnement du fait de la crise et qu'il est une des causes des problèmes des français.*

Comme le rappelait il y a quelques jours Bruno Genty, président de France Nature Environnement, à l'AG de notre fédération nationale : la transition écologique est bien la solution et non le problème !

Nous observons au fil des ans que les pouvoirs publics, que l'Administration de l'Etat place la société civile en général et les associations fédératives régionales de protection de l'environnement en particulier dans un jeu d'acteurs délicat voire dangereux à gérer pour nous.

Nous sommes en effet coincés entre des encouragements à poursuivre nos actions et une inertie dramatique qu'on pourrait appeler le concept de politique circulaire, pour faire allusion au concept d'économie circulaire en vogue actuellement : on prend les mêmes sujets et on tourne en rond.

Entre les beaux discours, les esquives et les réalités sur l'état de l'environnement, nous lisons entre les lignes les messages suivants :

Faites ce que nous ne pouvons ou ne voulons plus faire, dites ce que nous ne pouvons plus dire.
Ce constat pose le problème du respect de la légalité quand la société civile n'est plus en première ligne.
Il nous place également, dans le débat démocratique, en opposition plutôt qu'en force de propositions.

Et bien, principe de réalité oblige, continuons d'avancer pendant que d'autres veulent faire régresser la société :

Opposons-nous à des projets destructeurs pour la nature et l'environnement, élaborés au nom d'une croissance prédatrice ou s'appuyant sur des raisonnements archaïques.

Soyons des partenaires actifs du débat démocratique, n'ayons pas peur de partager, chacun à notre niveau, nos connaissances, nos expériences avec les citoyens, les politiques et les administrations.
Ne serait-ce que pour ne pas laisser à nos détracteurs le soin de donner une image de PICARDIE NATURE et de ses militants loin de la réalité.

Patrick THIERY